

Liberté pour les activistes de la mobilisation de 2021 en Colombie.

La Tendance CLAIRE soutient et participe au lancement de la campagne pour la libération des personnes emprisonnées depuis deux ans en Colombie, en raison de leur participation au soulèvement populaire de 2021. Signez la pétition unitaire !



Le puissant soulèvement populaire de 2021 (28 avril 2021- 28 juin 2021) en Colombie s'est soldé, selon les ONG, par le terrible bilan de 3486 cas de violences policières, (75 personnes décédées, 1468 personnes blessées, 83 lésions oculaires, 1832 détentions arbitraires, 1468 cas de violences physiques, 28 cas de violences sexuelles).

Plus de deux ans après le soulèvement, 305 jeunes croupissent encore dans les prisons colombiennes sans avoir été jugé.es.

Nous ne pouvons abandonner ces jeunes hommes et femmes qui se sont mobilisé.es contre les mesures antipopulaires du gouvernement en place en Colombie en 2021 et ont résisté avec un courage admirable à la féroce répression des « forces de l'ordre ».

À juste titre, dans son discours du 27 mai 2023 , le président Gustavo Petro a qualifié l'emprisonnement de ces jeunes de « vengeance de l'État ». Ces jeunes, traité.es de terroristes par l'ancien gouvernement sont des « trophées de l'oligarchie colombienne ». Le président a lancé un appel à la jeunesse à se mobiliser dans la rue pour exiger leur libération.

En les maintenant en prison, le Procureur Général de la Nation, Francisco Barbosa, qui fut conseiller de l'ex-président Alvaro Uribe et agit comme une figure de proue de l'opposition de droite et d'extrême droite en Colombie, adresse un message menaçant à tous ceux et celles qui seraient tenté.es de

se mobiliser à l'avenir
dans la rue.

Nous lançons un appel pour que les démocrates, les organisations politiques et syndicales, les organisations de jeunesse organisent une grande campagne unitaire pour la libération des personnes emprisonnées à cause de leur participation au soulèvement populaire en Colombie en 2021.

Libertad para las presas y los presos del estallido social de 2021 en Colombia.

Según las ONG, el poderoso levantamiento popular de 2021 (28 de abril de 2021 - 28 de junio de 2021) en

Colombia se saldó con un terrible balance de 3486 casos de violencia policial (75 personas muertas y 1468 heridas, 83 lesiones oculares, 1832 detenciones arbitrarias, 1468 casos de violencia física, 28 casos de violencia sexual).

Más de dos años después del levantamiento, 305 jóvenes siguen languideciendo en las cárceles colombianas sin haber sido juzgados.

No podemos abandonar a estos hombres y estas mujeres, que se movilizaron contra las medidas antipopulares del gobierno de turno en Colombia en 2021 y que con admirable valentía resistieron la feroz represión de las "fuerzas del orden".

En su discurso del 27 de mayo de 2023, el presidente Gustavo Petro calificó acertadamente el encarcelamiento de estos y estas jóvenes como una "venganza del Estado". Estas personas, llamadas terroristas por el anterior gobierno, son "trofeos de la oligarquía colombiana". El Presidente ha hecho un llamamiento a la juventud para que salga a la calle a exigir su liberación.

Al mantener estas personas en prisión, el Fiscal General de la Nación, Francisco Barbosa, que fue asesor del ex presidente Álvaro Uribe y es una figura destacada de la oposición de derecha y extrema derecha en Colombia, está enviando un mensaje amenazador a quienes pretendan mobilizarse en la calle en el futuro.

Hacemos un llamamiento a las y los demócratas, a las organizaciones políticas, a los sindicatos y a las organizaciones juveniles para que organicen una gran campaña unida por la liberación

de las personas encarceladas por su participación en el levantamiento popular de Colombia en 2021.

Premiers signataires

- Gilbert Achcar, professeur, School of Oriental and African Studies, Université de Londres
- Luz Aliés Guinard, présidente de l'association culturelle Espace Aliés Guinard
- Mathilde Allain, MCF science politique à l'IHEAL-CREDA Université Sorbonne Nouvelle
- Fabrice Andreani, chargé de cours et doctorant en science politique, Université Lyon 2 (Triangle)
- Jérémie Bacchi, sénateur PCF Bouches-du-Rhône
- Ludivine Bantigny, écrivaine, historienne, docteure en histoire
- Miguel Antonio Bernal, professeur de droit constitutionnel, Université de Panamá
- Olivier Besancenot, porte-parole du NPA
- Sylvain Billot, statisticien, économiste membre de l'Institut La Boétie
- Jorge Bocanegra, maire-adjoint de Toul, Meurthe-et-Moselle, militant écologiste
- Alexandra Bojanic, co animatrice du secteur international de la FSU
- Jérôme Bonnard, secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires
- Lauriane Bouvet, membre du Bureau de l'association ¿Dónde están? / Uruguay en France
- Thierry Braconnier, psychanalyste
- Laetitia Braconnier Moreno, doctorante en droits humains, Université Paris Nanterre et Université
- Nationale de Colombie
- July Milena Calderón Segura, chercheuse et défenseuse des droits humains
- Juan Sebastian Carbonell, sociologue
- Carmen Castillo, cinéaste
- Marie-Jo Cermolacce, conseillère municipale PCF Marseille
- Manuel Cervera-Marzal, sociologue à l'Université de Liège
- Nara Cladera, co secrétaire de la fédération SUD Éducation [Solidaires]
- Fabien Cohen, secrétaire général de France Amérique Latine / FAL et directeur de la revue FalMag
- Laurence Cohen, sénatrice du Val de Marne, groupe CRCR
- Danièle Coll-Figueras, présidente de Solidarités paysannes internationales - FAL
- Maxime Combes, économiste
- Hendrick Davi, député LFI / NUPES, Bouches-du-Rhône
- Cybèle David, secrétaire nationale de l'Union syndicale Solidaires
- Pierre Dharréville, député des Bouches du Rhône, groupe GDR
- Vicky Donneys, militante Tendance Claire NPA
- Cathy Dos Santos, journaliste de l'Humanité
- Christian Dubucq, militant associatif
- Bernard Duterme, sociologue, directeur du CETRI / Centre tricontinentale, Belgique

- Gérard Fenoy, docteur en science politique, inspecteur Jeunesse et Sports
- Cathy Ferré, secrétaire générale adjointe de FAL et co-rédactrice en chef de la revue FalMag
- Claudio Figueroa, ex prisonnier politique chilien
- Nicole Forstenzer, militante féministe
- Geneviève Garrigos, conseillère de Paris
- Franck Gaudichaud, professeur en histoire latino-américaine et co-président de FAL
- Mélina Gautrand, doctorante en anthropologie a l'EHESS
- Santiago Giraldo Arango, doctorant en histoire au Centre de recherche et de documentation sur les Amériques (CREDA)
- Guillermo González Carbonell, Ciudadanías por la paz
- Frédéric Grimaud, conseiller municipal Martigues
- Christian Gros, universitaire
- Fabien Guillaud-Bataille, conseiller régional PCF Île-de-France
- Patrick Guillaudat, membre du Comité directeur de FAL et du comité de rédaction de FalMag
- Ludovic Hetzel, docteur en philosophie, professeur
- Rémy Jean, Ensemble ! 13
- Samy Joshua, professeur émérite, Université Aix-Marseille
- Annick Karsenty, militante de Femmes Solidaires, Marseille
- Aurore Koechlin, maîtresse de conférence en sociologie, Université Paris 1, Panthéon Sorbonne
- Jean-Jacques Kourliandsky, responsable d'un Observatoire sur l'Amérique latine
- Matthieu Le Quang, docteur en philosophie politique
- Valentina López Mape, journaliste
- Michael Löwy, directeur de recherches émérite au CNRS
- Christian Mahieux, SUD-Rail [Solidaires], co-animateur du Réseau syndical international de solidarité et de luttes
- Jean-Pierre Marchau, élu EELV, La Réunion
- Julie Massal, ex- coordinatrice d'antenne de l'Institut Français d'Études Andines, Bogotá, 2018-2022
- Gus Massiah, économiste, fondateur d'ATTAC
- Celine Mèresse, présidente du CRID / Centre de Recherche et d'Information pour le Développement
- Jean-Camille Moison, écrivain
- Renata Molina, co-présidente de FAL et co-rédactrice en chef de la revue FalMag
- Braulio Moro, membre du Bureau national de FAL
- Olivier Neveux, professeur des Universités
- Nadia Okbani, maîtresse de conférences en science politique, université Toulouse Jean Jaurès
- Ugo Palheta, sociologue, université de Lille
- Angelica Perez Perez, journaliste et éditrice à RFI / Radio France Internationale

- Monique Piot, co-présidente du comité des Amis du Mouvement des Travailleurs ruraux Sans Terre du Brésil
- Thomas Posado, docteur en science politique, chercheur associé au CRESPA-CSU (Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris - Cultures et sociétés urbaines)
- Christian Poulmarch, psychiatre
- Christine Poupin, porte-parole du NPA
- Philippe Poutou, porte-parole du NPA
- Rodrigo Restrepo, membre du Bureau national de FAL et responsable du secteur Colombie
- Erin Rivoalan-Cochet, journaliste
- Guylaine Roujol Perez, journaliste et autrice, spécialiste de la Colombie
- Hélène Roux, sociologue
- Patrick Rozenblatt, sociologue, professeur émérite, Centre Max Weber-Université de Lyon
- Manuel Salamanca, militant du Parti Communiste Colombien en France
- Pauline Salingue, porte-parole du NPA
- Mariana Sanchez, éditrice à Syllepse et militante du CSPN / Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua
- Djaoudah Sehili, sociologue, professeure des Universités / INSPE et CEREP / Université Reims - Champagne Ardenne
- Nathalie Tessier, conseillère municipale PCF Marseille
- Benoît Teste, secrétaire général de la FSU
- Frédéric Thomas, chercheur associé au CETRI / Centre tricontinental, Belgique
- Éric Toussaint, économiste, Comité pour l'Abolition des Dettes illégitimes
- Ligia Vásquez, directrice de la Maison de l'Amérique Latine de Strasbourg
- Hector Vásquez, président de l'association d'ex prisonniers politiques chiliens - France
- Antoine Vigot, co animateur du secteur international de la FSU.
- Emmanuel Vire, secrétaire général du Syndicat national des journalistes / SNJ CGT

Collectif, le 15 juin 2023